



## JOURNEE DE LA TERRE PALESTINIENNE

**30 mars 1976- 30 mars 2010**

**Une même logique israélienne**

**de confiscation des terres palestiniennes.**

Chaque année, le 30 mars, depuis 1976, le peuple palestinien -et avec lui le mouvement de solidarité avec ses droits nationaux- commémore une journée de deuil mais aussi de lutte contre la confiscation de sa terre par Israël. En 1976 en effet, le gouvernement, travailliste, décide de confisquer 2 000 hectares de terre, principalement en Galilée. Ce sont donc les Palestiniens de 1948, c'est-à-dire théoriquement citoyens de ce qui est devenu en 1948 l'Etat d'Israël, qui sont visés. Après l'expulsion massive et la dépossession de 1947-1948, les confiscations des terres de Palestiniens ayant réussi à rester dans le territoire devenu israélien se poursuivent. Citoyens de dernière zone, ils ont vu la destruction de centaines de leurs villages et subissent eux aussi le vol de leurs terres et de leurs ressources. Le 30 mars 1976, c'est la grève générale. Un jour de renaissance politique pour les Palestiniens d'Israël. Un jour de révolte. Un jour de lutte pour leur terre et pour leurs droits, avec le soutien des Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem, de la bande de Gaza. La répression militaire israélienne en Galilée sera féroce. Bilan de la journée : six morts, des centaines de blessés et autant d'arrestations.

Aujourd'hui encore ces Palestiniens de 1948, s'ils ne sont plus soumis à l'état d'urgence militaire, continuent de subir un apartheid de fait, politique, social, économique. A l'automne 2000, treize d'entre eux ont été tués et des centaines d'autres blessés lors d'une manifestation de protestation contre la répression massive et meurtrière d'Israël contre la seconde Intifada. Le gouvernement israélien, obsédé par la démographie, en est en outre à exiger la reconnaissance de l'Etat comme Etat juif, c'est-à-dire niant les droits nationaux et citoyens de près de 20% de la population. Et le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, n'hésite pas à prôner ouvertement le transfert de la population palestinienne, pour faire d'Israël un Etat « ethniquement pur »...

**En commémorant le « Jour de la Terre » de ce 30 mars 1976, les Palestiniens ne font pas seulement acte d'histoire. Ils disent aussi la continuité d'une politique de négation des droits du peuple palestinien, de confiscation et d'annexion de sa terre. Et celle de la résistance palestinienne.**

La colonisation de la terre de Palestine occupée, elle, s'accélère. Tout en renforçant le siège inhumain de la bande de Gaza, il s'agit pour Israël en Cisjordanie d'accaparer le maximum de terres et d'eau en refoulant le maximum de Palestiniens et d'empêcher l'édification d'un Etat palestinien indépendant, souverain, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Ainsi de la décision israélienne de ne geler la colonisation que pour dix mois, mais hors des projets nombreux déjà en cours et hors de Jérusalem-Est. Ainsi de l'annonce par Israël ce mois-ci, à l'occasion de la visite du secrétaire d'Etat américain Joe Biden, de la construction de 1600 nouveaux logements dans le secteur oriental illégalement annexé de Jérusalem. Jérusalem-Est « *fait partie intégrante de notre capitale* », assène Avigdor Lieberman : « *Nous ne sommes pas prêts à négocier sur Jérusalem* ». Enfonçant le clou ; le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exclu lui aussi, le 22, à Washington, tout gel de la colonisation dans le secteur oriental de la ville

La construction du mur de l'annexion à l'intérieur de la Palestine occupée se poursuit également, en violation des résolutions des Nations unies et de la Cour internationale de Justice. Les manifestants pacifiques contre la construction du mur subissent une répression meurtrière. Nous serons à leurs côtés et aux côtés des anticolonialistes israéliens, à Bil'in, en avril prochain.

Le « Quartette pour le Proche-Orient » (Onu, Etats-Unis, Union européenne, Russie), réuni à Moscou, a exhorté le gouvernement israélien « *à geler toutes les activités de colonisation (...) à démanteler tous les avant-postes construits depuis mars 2001 et à s'abstenir de procéder à des démolitions et des expulsions à Jérusalem-Est* », a déclaré le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon.

**Il ne s'agit plus d'exhorter. La paix mérite des actes.**

**Il est temps de boycotter la politique israélienne, de désinvestir, de sanctionner, en commençant par suspendre l'accord d'association entre l'UE et Israël.**

**C'est la voie de la raison, celle du droit, pour donner une chance à la paix.**